
PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE

DÉCRET N° 2017- 509 du 09 novembre 2017
portant ratification de l'accord de prêt signé à Beijing,
le 23 août 2017, entre la République du Bénin et
EXPORT-IMPORT BANK (EXIMBANK) de Chine,
dans le cadre du financement du Projet de
renforcement des systèmes d'alimentation en eau
potable des villes de Savè, Dassa-Zoumé, Glazoué
et environs.

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,
CHEF DE L'ÉTAT,
CHEF DU GOUVERNEMENT,**

- Vu** la loi n°90-32 du 11 décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin ;
- Vu** la loi n°2017-31 du 06 novembre 2017 portant autorisation de ratification de l'accord de prêt signé à Beijing, le 23 août 2017, entre la République du Bénin et EXPORT-IMPORT BANK (EXIMBANK) de Chine, dans le cadre du financement du Projet de renforcement des systèmes d'alimentation en eau potable des villes de Savè, Dassa-Zoumé, Glazoué et environs ;
- Vu** la décision portant proclamation, le 30 mars 2016 par la Cour constitutionnelle, des résultats définitifs de l'élection présidentielle du 20 mars 2016 ;
- Vu** le décret n° 2017- 506 du 27 octobre 2017 portant composition du Gouvernement,

D É C R È T E :

Article 1^{er}

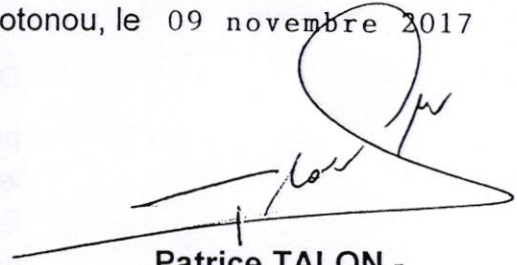
Est ratifié, l'accord de prêt d'un montant de six cent cinq millions sept cent quarante-quatre mille quatre cents (605 744 400) RMB, soit cinquante milliards six cent soixante-deux millions sept cent cinquante-neuf mille quatre cent soixante-quinze (50 662 759 475) francs CFA, signé à Beijing, le 23 août 2017, entre la République du Bénin et EXPORT-IMPORT BANK (EXIMBANK) de Chine, dans le cadre du financement du Projet de renforcement des systèmes d'alimentation en eau potable des villes de Savè, Dassa-Zoumé, Glazoué et environs et dont le texte se trouve ci-joint.

Article 2

Le présent décret sera publié au Journal officiel.

Fait à Cotonou, le 09 novembre 2017

Par le Président de la République,
Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement,



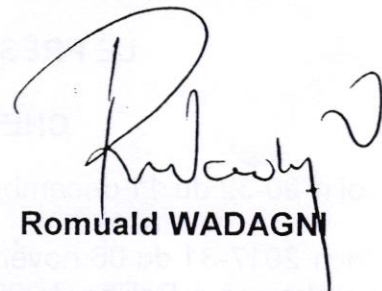
Patrice TALON.-

Le Garde des Sceaux, Ministre de
la Justice et de la Législation,



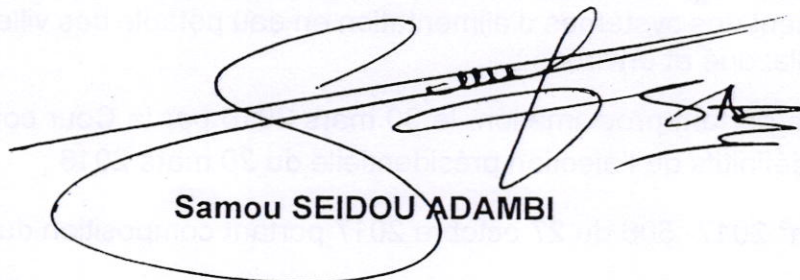
Joseph DJOGBENOU

Le Ministre de l'Economie
et des Finances,



Romuald WADAGNI

Le Ministre de l'Eau et des Mines,



Samou SEIDOU ADAMBI

Ampliations : PR 6 – AN 4 – CC 2 – CS 2 – HCJ 2 – CES 2 – HAAC 2 – MJL 2 – MEF 2 – MEM 2 – AUTRES
MINISTERES 19 – SGG 4 – JORB 1.

GCL (2016) No. 17 Total No. (587)

**ACCORD DE PRÊT CONCESSIONNAIRE
GOUVERNEMENTAL**

**Projet de renforcement du système d'approvisionnement en
Eau Potable à Dassa-Zoumè, Savè, Glazoué et leurs environs**

ENTRE

**Le Gouvernement de la République du Bénin
Représenté par le Ministère de l'Économie et des Finances du
Bénin**

ET

THE EXPORT-IMPORT BANK OF CHINA

en tant que Prêteur

DATE : 23 août 2017

SOMMAIRE

ARTICLE 1 DÉFINITIONS.....	2
ARTICLE 2 CONDITIONS ET UTILISATION DE LA FACILITÉ.....	5
ARTICLE 3 DÉBOURSEMENT DE LA FACILITÉ.....	7
ARTICLE 4 REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL ET PAIEMENT D'INTÉRÊT.....	8
ARTICLE 5 REPRÉSENTATION ET GARANTIES PAR L'EMPRUNTEUR.....	9
ARTICLE 6 CONVENTIONS SPÉCIALES.....	11
ARTICLE 7 CAS DE DÉFAULT.....	14
ARTICLE 8 DIVERS.....	15
ARTICLE 9 CONDITIONS ÉFFECTIVES.....	18
ANNEXE 1.....	21
ANNEXE 2.....	23
ANNEXE 3.....	25
ANNEXE 4.....	26
ANNEXE 5.....	27
ANNEXE 6.....	29
ANNEXE 7.....	32
ANNEXE 8.....	34
ANNEXE 9.....	35
ANNEXE 10.....	36

L'ACCORD DE PRÊT CONCESSIONNAIRE GOUVERNEMENTAL

(cet "Accord") est fait à la date du 23 août 2017

ENTRE

Le Gouvernement de la République du Bénin, représenté par le Ministère de l'Économie et des Finances (ci-après dénommé "Emprunteur"), domicilié à l'adresse : Route de l'Aéroport, BP 302 Cotonou, Benin;

ET

THE EXPORT-IMPORT BANK OF CHINA (ci-après dénommé "Prêteur"), domicilié à l'adresse: No. 30, Fuxingmennei Street, Xicheng District, Beijing 100031, China.

PRÉAMBULE:

- (A) Le 24 juillet 2017, le Gouvernement de la République Populaire de Chine et le Gouvernement de la République du Bénin ont signé l'Accord-Cadre en vue de l'octroi de Prêts Concessionnels Subventionnés du Gouvernement de Chinois au profit du Bénin (ci-après dénommé "Pays de l'Emprunteur") (ci-après dénommé l'"Accord - Cadre").
- (B) L'Emprunteur a demandé au Prêteur de mettre à disposition une facilité de prêt à la hauteur de Renminbi six cent cinq millions sept cent quarante-quatre mille quatre cent Yuan rond (¥ 605,744,400.00) à l'emprunteur pour les besoins de fonds dans le cadre du Contrat Commercial (comme défini dans l'Article 1), et,
- (C) Le Ministère de l'Eau et des Mines (ci-après dénommé "Utilisateur Final") et China Geo-Engineering Corporation (ci-après dénommé "Fournisseur Chinois ") ont conclu, au 10 Octobre 2013, le Contrat du Projet de renforcement du système d'approvisionnement en Eau Potable à Dassa-Zoumè, Savè, Glazoué et leurs environs (ci-après dénommé le " Contrat Commercial") aux fins de la mise en œuvre du Projet (comme défini dans l'Article 1).

PAR CONSÉQUENT, l'Emprunteur et le Prêteur se sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE 1 DEFINITIONS

Dans le présent Contrat, à moins que le contexte ne s'y oppose, les termes suivants ont les significations suivantes:

1.1 "Banque de Compte du Prêteur" : désigne the Export-Import Bank of China.

1.2 "Accord" : désigne le présent accord de prêt concessionnel du gouvernement et ses annexes et toute modification de cet accord et de ses annexes, de temps en temps, avec le consentement écrit des parties.

1.3 "Période de Disponibilité" : désigne la période qui commence à la date à laquelle le présent Accord entre en vigueur et qui se termine à la fin de quarante (40) mois, au cours de laquelle tous les décaissements doivent être effectués conformément aux stipulations du présent Accord.

1.4 "Jour Bancaire" : désigne un jour où les banques sont ouvertes aux opérations bancaires ordinaires à Beijing, y compris les samedis et dimanches où les banques sont ouvertes, conformément aux règlements provisoires de la Chine, à l'exclusion des fêtes légales et des jours fériés en Chine et des samedis et dimanches mentionnés ci-dessus.

"1.5 Chine" désigne la République populaire de Chine.

1.6 "Commission d'engagement" : désigne les frais calculés et payés conformément à l'Article 2.2 et l'Article 2.7.

1.7 “Contrat Commercial” : désigne, le Contrat Commercial aux fins de la mise en œuvre du Projet conclu par et entre l'Utilisateur Final et le Fournisseur Chinois au 10 Octobre 2013 dont le montant total s'élève à quatre-vingt-dix-neuf millions six cent vingt-neuf mille US dollars rond (\$99,629,000).

1.8 : “Décaissement” désigne l'avance de la Facilité faite conformément à l'Article 3 du présent Accord.

1.9 “Utilisateur final” : désigne le Ministère de l'Eau et des Mines, qui utilise finalement la facilité.

1.10 “Cas de Défaut” : désigne tout événement ou circonstance spécifié à l'article 7.

1.11 “Facilité” a le sens qui est stipulé à l'article 2.1.

1.12 “Date de Remboursement Final” : désigne la date à laquelle la Période d'Echéance expire.

1.13 “Première date de Remboursement” désigne la première date de remboursement du principal et des intérêts après l'échéance de la Période de Grâce.

1.14 “Période de Grâce” désigne la période qui commence à la date d'entrée en vigueur du présent Accord et qui termine à la fin de quatre-vingt-quatre (84) mois suivant la date d'entrée en vigueur du présent Accord, pendant cette période, seuls les intérêts et aucun capital sont payables par l'Emprunteur au Prêteur. La Période de Grâce comprend la Période de Disponibilité.

1.15 “Date de Paiement de l'Intérêt” désigne le 21 Mars et le 21 Septembre de chaque année civile et la Date Finale de Remboursement ;

1.16 “Avis de Prélèvement Irrévocable” désigne l'avis émis sous la forme décrite à l'Annexe 5 ci-jointe.

1.17 “Prêt” désigne le montant total du principal décaissé et, de temps en temps, payé aux termes de la Facilité.

1.18 “Frais de Gestion” : désigne les frais calculés et payés conformément à l’Article 2.2 et l’Article 2.6.

1.19 “Période de Maturité” désigne la période qui commence à la date à laquelle le présent accord de prêt entre en vigueur et prend fin après deux cent quarante (240) mois, y compris la Période de Grâce et la Période de Remboursement.

1.20 “Avis d’Entrée en Vigueur de l’Accord de Prêt” signifie un avis écrit sous la forme indiquée à l’Annexe 9 ci-jointe, dans laquelle la date d’entrée en vigueur du présente Accord doit être spécifiée.

1.21 “Accord de Prêt” désigne l’accord de prêt conclu entre l’Emprunteur et l’Utilisateur Final, en vertu duquel l’emprunteur est rétrocédé à l’utilisateur final pour la mise en œuvre du projet.

1.22 “Projet” désigne le Projet d’Alimentation en Eau Potable de Trois Villes au Bénin.

1.23 “Pays de l’Emprunteur” se réfère au pays où l’Emprunteur localise, c’est-à-dire la République du Bénin.

1.24 “Renminbi” désigne la monnaie légale pour le moment de la République populaire de Chine.

1.25 “Date de Remboursement du Principal et des Intérêts” désigne la Date de Paiement des Intérêts et la Date de Remboursement Final.

1.26 “Période de Remboursement” désigne la période qui commence à la date d’expiration de la Période de Grâce et qui termine à la fin de la Date de Remboursement Final.

1.27 “Échéancier de Remboursement” désigne l'échéancier qui indique les dates et les montants des remboursements du Prêt stipulés à l'Annexe 10 ci-jointe

1.28 “Représentant de l'Utilisateur Final” désigne la Société Nationale des Eaux du Bénin (SONEB).

ARTICLE 2 CONDITIONS ET UTILISATION DE LA FACILITE

Sujet aux termes et conditions du présent Accord, le Prêteur accepte par le présent de mettre à la disposition de l'Emprunteur une facilité de prêt (ci-après dénommée "Facilité") d'un montant en principal global n'excédant pas le Renminbi six cent cinq millions sept cent quarante-quatre mille quatre cent Yuans rond (¥ 605,744,400.00).

Tous les prélèvements et remboursements relatifs à la Facilité dans le cadre du présent Accord seront enregistrés en Renminbi. Dans le cas où des prélèvements en US Dollars (ou d'autres devises convertibles acceptées par le Prêteur) sont demandés, le montant en US Dollars sera acheté avec le Renminbi conformément au taux de vente du US Dollar (ou d'autres devises convertibles acceptées par le Prêteur) au Renminbi promulgué par la Banque du Compte du Prêteur à la date à laquelle les déboursements précités sont effectués par le Prêteur et enregistré en Renminbi. Tout principal, intérêt et autres frais dus et payés par l'Emprunteur dans le cadre du présent Accord peuvent être remboursés ou payés en US Dollar (ou en une autre devise convertible acceptée par le Prêteur) et enregistrés en Renminbi conformément au taux d'achat du US Dollar (ou une autre devise convertible acceptée par le Prêteur) au Renminbi promulgué par la Banque du Compte du Prêteur à la date à laquelle ces paiements sont reçus par le Prêteur. Le Prêteur ne supporte aucun risque de change dans le processus susmentionné. L'Emprunteur s'engage à ce que les sommes dues et payés par l'Emprunteur en vertu du présent Accord ne soient pas affectées par un changement du taux de change entre le Renminbi et toute autre devise ou les taux de change entre les devises autres que le Renminbi.

Le taux d'intérêt applicable au Prêt est de deux pour cent (2%) par an. Le taux d'intérêt applicable aux Frais de Gestion est de zéro virgule vingt-cinq pour cent (0,25%) par an. Le taux d'intérêt applicable à la Commission d'Engagement est de zéro virgule vingt-cinq pour cent (0,25%) par an.

La Période de Maturité de la Facilité est de deux cent quarante (240) mois, dont la Période de Grâce est de quatre-vingt-quatre (84) mois et la Période de Remboursement est de cent cinquante-six (156) mois.

La recette totale de la facilité sera utilisée par l'Emprunteur aux seules fins du paiement d'environ cent pour cent (100%) du montant du Contrat Commercial, et ne servira pas à payer les frais de courtage, les frais d'agence ou les commissions.

Les biens, technologies et services achetés en utilisant la recette de la Facilité doivent être achetés préférentiellement en Chine.

L'Emprunteur versera au Prêteur des Frais de Gestion sur le montant total du prêt qui s'élèvent en Renminbi à un million cinq cent quatorze mille trois cent soixante et un Yuan (¥1,514,361) en une seule fois dans les trente (30) jours après l'entrée en vigueur du présent Accord de prêt, ou au plus tard la Date du premier Décaissement du prêt. Dans tous les cas, ce montant des Frais de Gestion sera calculé au taux indiqué à l'Article 2.2. Les Frais de Gestion seront payés sur le compte désigné à l'Article 4.4.

2.7 Pendant la Période de Disponibilité, l'Emprunteur versera semestriellement au Prêteur la commission d'Engagement calculés au taux indiqué à l'Article 2.2 sur le solde inutilisé et non compensé de la Facilité. Les Frais d'Engagement courront à compter de 30 jours après la date d'entrée en vigueur du présente Accord et seront calculés sur la base du nombre réel de jours écoulés et d'une année de 360 jours. Les Frais d'Engagement courront quotidiennement et seront payés à terme échu sur le compte désigné à l'Article 4.4 à chaque Date de Paiement de l'Intérêt.

ARTICLE 3 DÉCAISSEMENT DU PRET

3.1 Le premier décaissement est assujéti aux conditions préalables énoncées à l'Annexe 1 ci-jointe (ou les conditions préalables ont été abandonnées par écrit par le Prêteur).

3.2 En ce qui concerne tous les décaissements après le premier, outre la satisfaction des conditions stipulées à l'Article 3.1, ces décaissements devront également satisfaire aux conditions énoncées à l'Annexe 2 ci-jointe.

3.3 La Période de Disponibilité peut être prolongée, à condition qu'une demande de prolongation soit soumise par l'Emprunteur au Prêteur trente (30) jours avant la fin de la Période de Disponibilité et que cette demande soit approuvée par le Prêteur. En tout cas, la Période de Disponibilité ne doit pas dépasser la Période de Grâce. Toute partie du prêt non utilisée à la fin de la Période de Disponibilité ou de la prolongation de celle-ci sera automatiquement annulée. Avant la fin de la Période de Disponibilité, l'Emprunteur ne peut, sans le consentement du Prêteur, annuler tout ou une partie du prêt non prélevée.

3.4 Le Prêteur n'est pas obligé d'effectuer des décaissements, conformément aux dispositions du présent Accord, s'il n'a pas reçu tous les documents visés à l'Article 3.1 ou 3.2 et s'il n'a pas dûment constaté, après examen, que les conditions préalables au tirage de la Facilité par l'Emprunteur ont été satisfaites. En ce qui concerne les conditions qui n'ont pas été satisfaites par l'Emprunteur, le Prêteur peut exiger que ce dernier y remédie dans un délai déterminé. Dans le cas où l'Emprunteur ne parvient pas à remédier dans un délai raisonnable, le Prêteur peut refuser d'effectuer le déboursement.

3.5 Dès que le Prêteur a effectué le décaissement conformément à l'Avis de Prélèvement Irrévocable, le Prêteur sera réputé avoir rempli son obligation de décaissement dans le cadre du présent Accord et ce déboursement deviendra la dette de l'Emprunteur. L'Emprunteur remboursera au Prêteur le principal tiré, en cours aux termes de la Facilité, ainsi que les intérêts courus sur celle-ci conformément au présent Accord.

3.6 Le prêteur ne sera pas tenu d'effectuer d'autres décaissements au titre de la facilité si le montant total des décaissements effectués en vertu du présent accord excède le montant principal de la facilité.

ARTICLE 4 REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL ET PAIEMENT D'INTÉRÊTS

4.1 L'Emprunteur est tenu de rembourser au Prêteur tout montant en principal tiré et restant dû au titre de la facilité, tous les intérêts courus sur celui-ci et tout autre montant payable par l'Emprunteur conformément aux termes et conditions du présent Contrat. Sans le consentement écrit du prêteur, la période d'échéance ne peut être prolongée.

4.2 L'Emprunteur paiera des intérêts sur le montant en principal tiré et restant dû au titre du présent Accord au taux indiqué à l'article 2.2. Les intérêts sont calculés sur la base du nombre réel de jours écoulés et d'une année de 360 jours, y compris le premier jour de la période d'intérêt au cours de laquelle elle s'accumule mais excluant la dernière, et sont payés à terme échu à chaque date de versement. Si un paiement à effectuer par l'Emprunteur en vertu des présentes tombe à échéance un jour qui n'est pas un jour bancaire, ce paiement doit être effectué le jour bancaire immédiatement précédent.

4.3 Tout le capital tiré en vertu de la présente convention sera remboursé au prêteur par vingt-six (26) versements égaux à chaque date de remboursement du capital et des intérêts au cours de la période de remboursement et de la date finale de remboursement conformément au calendrier de remboursement envoyé par le prêteur à l'emprunteur après l'expiration de la période de disponibilité.

4.4 Tous les paiements ou remboursements effectués par l'Emprunteur en vertu du présent Contrat seront remis au compte suivant ou à tout autre compte désigné par le Prêteur à la Date de remboursement du Principal et des Intérêts de chaque année:

Bénéficiaire: La Banque Export-Import de Chine

Banque d'ouverture: Département des affaires, Banque de Chine, Siège social

(SWIFT: BKCHCNBJXXX)

CNY Numéro de compte: 778350006307

USD Numéro de compte: 778407900258

4.5 Le Prêteur ouvrira et maintiendra sur son livre un compte prêteur pour l'Emprunteur intitulé: Le Gouvernement de la République du Bénin représenté par le Ministère de l'Economie et des Finances du Bénin (nom de l'Emprunteur) Compte sur le Projet Bénin d'Alimentation en Eau de trois Villes (nom du projet) (ci-après dénommé le «compte de l'emprunteur») pour enregistrer le montant dû ou remboursé ou payé par l'emprunteur. Le montant de la Facilité constatée et impayée sur le Compte de l'Emprunteur constitue la preuve de la dette de l'Emprunteur envers le Prêteur et lie l'Emprunteur en l'absence d'erreur manifeste.

4.6 L'Emprunteur et le Prêteur doivent tenir des registres comptables précis de tout déboursement au titre de la Facilité et rembourser le principal et les intérêts en vertu du présent Accord et vérifier ces registres une fois par an.

4.7 L'Emprunteur peut rembourser par anticipation le montant en principal tiré et en circulation de la Facilité en donnant au Prêteur un délai de 30 jours? préavis écrit, et ce paiement anticipé doit être soumis au consentement du prêteur. Au moment du paiement par anticipation, l'Emprunteur versera également au Prêteur tous les intérêts courus sur le principal remboursé d'avance conformément à l'article 4.2 jusqu'à la date du paiement par anticipation. Tout remboursement anticipé effectué en vertu du présent article réduit le montant des versements de remboursement par ordre inverse d'échéance.

ARTICLE 5 REPRÉSENTATIONS ET GARANTIES PAR L'EMPRUNTEUR

L'emprunteur déclare et garantit au prêteur ce qui suit:

5.1 L'Emprunteur est le gouvernement de la République du Bénin (Pays de l'Emprunteur) et représenté par le Ministère de l'Economie et des Finances du Bénin et a plein pouvoir, autorité et droit légal pour emprunter la Facilité aux termes et conditions ci-dessous

5.2 L'Emprunteur a rempli toutes les autorisations, actes et procédures exigés par les lois du Pays de l'Emprunteur afin que le présent Contrat constitue des obligations valides et juridiquement contraignantes de l'Emprunteur conformément à ses conditions, y compris l'obtention de toutes les approbations et autorisations autorités du pays de l'emprunteur, et effectuant toutes les inscriptions ou les dépôts requis par les lois du pays de l'emprunteur,

et les approbations, les autorisations, les enregistrements et les dépôts sont en vigueur et de plein effet.

5.3 À compter de la date d'entrée en vigueur du présent Accord, le présent Contrat constitue une obligation légale, valide et contraignante de l'Emprunteur.

5.4 L'Emprunteur n'est pas en défaut aux termes d'une loi ou d'un accord applicable, ce qui pourrait avoir un effet défavorable important sur sa capacité à remplir ses obligations en vertu du présent Contrat et aucun cas de Défaillance n'est survenu en vertu du présent Contrat.

5.5 La signature du présent Accord par l'Emprunteur constitue, et l'exécution par l'Emprunteur de ses obligations en vertu du présent Contrat constituera des actes commerciaux. Ni l'Emprunteur ni ses biens ne peuvent prétendre à un quelconque droit d'immunité pour cause de souveraineté ou d'autre forme d'arbitrage, de poursuite, d'exécution ou de toute autre procédure judiciaire concernant ses obligations en vertu du présent Accord, selon le cas, dans toute juridiction.

5.6 Toutes les informations fournies au Prêteur par l'Emprunteur sont vraies et exactes à tous égards importants.

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur que les déclarations et garanties qui précèdent seront vraies et exactes tout au long de la Période d'Échéance en se référant aux faits et aux circonstances subsistant de temps à autre. L'Emprunteur reconnaît que le Prêteur a conclu le présent Contrat en se fondant sur les déclarations et garanties contenues dans cet Article.

ARTICLE 6 CONVENTIONS SPÉCIALES

6.1 L'Emprunteur garantit au Prêteur que les obligations et responsabilités de l'Emprunteur en vertu du présent Contrat sont des obligations directes, inconditionnelles et générales et qu'il aura rang au moins égal au droit au paiement et à la sûreté de tout autre endettement non garanti et non subordonné présent ou futur. (réel et éventuel) de l'emprunteur. Toute préférence ou priorité accordée par l'Emprunteur à cette dette sera immédiatement applicable au présent Contrat sans demande préalable du Prêteur.

6.2 L'Emprunteur S'applique auprès du Prêteur à faire en sorte que tous les engagements déboursés à la vertu du présent Article 2.4 et qu'il paiera les intérêts et tous les autres Il est possible que le principal soit prêté et remboursable selon les termes et conditions ci-dessous. L'exécution par l'emprunteur de toutes ses obligations en vertu du présent Accord Sera inconditionnelle en toutes choses.

6.3 Tous les paiements effectués par l'Emprunteur en vertu du présent Accord seront intégralement payés au Prêteur sans compensation, demande reconventionnelle ou retenue et en franchise et sans déduction ni retenue pour ou au titre de taxes ou frais quelconques. Dans le cas où l'Emprunteur est tenu par la loi d'effectuer une telle déduction ou retenue à partir d'un paiement en vertu des présentes, l'Emprunteur versera immédiatement au Prêteur un montant supplémentaire qui entraînera la réception immédiate par le Prêteur de la totalité du montant. reçu en vertu des présentes si aucune déduction ou retenue n'avait été faite.

6.4 L'Emprunteur s'engage par la présente à ce que le Prêteur prenne des mesures immédiates et remplisse toutes les conditions nécessaires pour maintenir en vigueur toutes les approbations, autorisations, enregistrements et dépôts spécifiés à l'Article 5.2.

6.5 L'emprunteur inclura tous les montants dus et payables, ou qui deviendront dus et payables au prêteur dans le cadre de chacun de ses budgets annuels au cours de chaque exercice financier. Toutefois, le fait que l'Emprunteur n'inclura pas l'allocation correspondante dans son budget ne réduira en rien les obligations qui lui incombent en vertu du Contrat d'emprunt ni ne pourra servir de moyen de défense pour le défaut de paiement du Contrat d'emprunt.

6.6 L'Emprunteur doit soumettre au Prêteur les documents suivants et les engagements qu'il a pris envers le Prêteur que les informations contenues dans ces documents soient véridiques et exactes:

(1) L'Emprunteur soumettra au Prêteur deux fois par an, pendant la Période d'Echéance, des rapports sur l'avancement et l'état d'avancement du Projet et sur l'utilisation des fonds décaissés.

(02) L'Emprunteur fournira au Prêteur toute autre information relative à l'exécution du présent Contrat à tout moment raisonnablement demandé par le Prêteur.

6.7 Le prêteur a le droit d'examiner et de superviser l'utilisation des produits de la facilité et l'exécution du présent accord. L'Emprunteur facilitera l'examen et la surveillance susmentionnés du Prêteur, y compris, sans s'y limiter, le fait que l'autorité compétente délivrera le visa à entrées multiples à long terme du (pays de l'Emprunteur) à l'agent de prêt du Prêteur.

6.8 Au cours de la période d'échéance, l'emprunteur doit informer le prêteur par écrit dans les 30 jours suivant la date à laquelle surviennent les événements suivants:

(1) toute décision importante, changement, accident et autres faits importants concernant le Projet ou l'Emprunteur;

(2) tout changement des personnes autorisées et le spécimen de leur signature impliqué dans le tirage de la Facilité en vertu du présent Accord;

(3) tout changement de l'adresse de communication de l'emprunteur spécifiée à l'article 8.7;

(4) la survenance de tout cas de défaut spécifié à l'article 7;

(5) toute modification ou tout complément important au contrat commercial;

6.9 L'Emprunteur est tenu d'informer le Prêteur, sans délai, dès qu'il a connaissance de la survenance d'un événement ou d'un différend pouvant limiter, restreindre, entraver ou autrement compromettre l'exécution par une partie de ses obligations en vertu du Contrat commercial, y compris ne se limite pas à tout événement ou litige en relation avec:

(1) Imposition; et

(2) le manquement de toute partie à exécuter en temps opportun ses obligations pertinentes en vertu de ce contrat commercial.

Afin d'assurer la bonne exécution du Contrat commercial, l'Emprunteur doit promptement faire tous ces actes et se concerter avec les parties concernées pour remédier et minimiser l'impact résultant de cet événement ou conflit.

6.10 L'emprunteur s'engage auprès du prêteur tant que toute somme demeure impayée en vertu du présent accord, l'emprunteur ne se livrera pas aux activités qui, de l'avis du prêteur, affecteront sensiblement et négativement l'exécution des obligations de l'emprunteur en vertu du cet accord.

6.11 L'Emprunteur s'engage auprès du Prêteur qu'à la demande du Prêteur, l'Emprunteur fournira au Prêteur dans les six mois suivant l'achèvement du Projet le rapport de synthèse de l'achèvement du Projet et fournira dans le délai requis par le Prêteur les documents et matériels pour le évaluation post-projet. L'Emprunteur veillera à l'authenticité, l'exactitude, la validité et l'intégrité des documents et matériels fournis.

6.12 L'Emprunteur déclare, garantit et s'engage à ce que ses obligations et responsabilités en vertu du présent Contrat soient indépendantes et distinctes de celles stipulées dans les accords avec d'autres créanciers (créanciers officiels, créanciers du Club de Paris ou autres créanciers) et l'Emprunteur ne cherchera pas auprès du Prêteur toute sorte de termes et conditions comparables qui sont énoncés ou pourraient être énoncés dans des accords avec d'autres créanciers.

6.13 L'emprunteur s'engage à établir un mécanisme de remboursement satisfaisant pour le prêteur, en vertu duquel un compte spécial sera ouvert par le représentant de l'utilisateur final dans une banque acceptable par le prêteur et une partie du revenu du représentant de End -Utilisateur (y compris mais non limité aux revenus du projet) sera déposé dans ce compte spécial, aux fins du paiement et le remboursement de tous les montants dus en vertu de l'Accord. Le prêteur a le droit d'examiner le statut et toutes les informations de ce compte spécial. Les obligations de paiement et de remboursement de l'Emprunteur en vertu du présent Accord ne seront pas affectées ou réduites par l'établissement d'un tel mécanisme de remboursement et la signature de l'Accord de prêt. Malgré l'arrangement susmentionné, l'Emprunteur sera toujours entièrement responsable des obligations de paiement et de remboursement prévues par le présent Accord.

ARTICLE 7 CAS DE DÉFAUT

7.1 Chaque événement et circonstance suivants sont des événements de défaut:

(1) L'Emprunteur, pour une raison quelconque, ne paie pas le principal, les intérêts, la commission d'engagement dus et exigibles, les frais de gestion ou d'autres sommes conformément aux dispositions des présentes;

(2) Toute déclaration et garantie faite par l'Emprunteur à l'article 5, l'article 6, ou d'autres articles de l'Accord, ou tout certificat, document et matériel présenté et remis par l'Emprunteur selon l'Accord se révèle avoir été fausse ou inexacte à tout respect matériel;

(3) L'Emprunteur ne s'acquitte pas ponctuellement de ses autres obligations aux termes de l'Accord ou contrevient à ses engagements pris selon l'Accord et ne remédie pas à la violation du Prêteur dans les 30 jours suivant la réception d'un avis écrit du prêteur l'obligeant à le faire;

(4) Tout autre événement qui constitue un défaut de l'Emprunteur se produit à l'égard de tout autre l'Accord concernant l'emprunt d'argent ou de toute garantie entre l'Emprunteur et toute autre banque ou institution financière;

(5) Des changements importants ont eu lieu en ce qui concerne le Projet ou l'Emprunteur, lesquels, de l'avis du Prêteur, peuvent avoir un effet défavorable important sur la capacité de l'Emprunteur à s'acquitter de ses obligations selon l'Accord;

(6) L'emprunteur arrête ou suspend le remboursement à ses créanciers en général;

7.2 À la survenance de l'un des cas de défaut susmentionnés, le prêteur peut, par une notification écrite à l'emprunteur, mettre fin au déboursement de la facilité, et / ou déclarer tous les intérêts et toutes les autres sommes payables selon des présentes immédiatement exigibles et payable par l'Emprunteur sans autre demande, notification ou autre formalité légale de de toute nature.

7.3 En cas de modification des lois ou des politiques gouvernementales dans le pays du prêteur ou de l'emprunteur, ce qui empêche le prêteur ou l'emprunteur de s'acquitter de ses obligations selon l'Accord, le prêteur peut, par notification écrite au Emprunteur, mettre fin au déboursement de la facilité et / ou déclarer tous les intérêts de capital et courus et toutes les autres sommes payables en vertu des présentes immédiatement exigibles par l'emprunteur sans autre demande, avis ou autre formalité juridique de quelque nature que ce soit.

ARTICLE 8 DIVERS

8.1 L'Emprunteur renonce irrévocablement à toute immunité pour cause de souveraineté ou autre pour lui-même ou pour ses biens dans le cadre d'une procédure d'arbitrage engagée selon l'article 8.5 des présentes ou de l'exécution d'une sentence arbitrale.

8.2 Sans le consentement écrit préalable du Prêteur, l'Emprunteur ne peut céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations en vertu des présentes sous quelque forme que ce soit à la troisième partie. Le prêteur a le droit de céder ou de transférer la totalité ou une partie de ses droits, intérêts et obligations en vertu des présentes à la troisième partie avec une notification à l'emprunteur. L'Emprunteur signera tous ces documents et fera les actes et les choses nécessaires que le Prêteur pourra raisonnablement exiger pour parfaire et effectuer cette cession et ce transfert, à condition que les frais engagés par l'Emprunteur à cet égard soient à la charge du Prêteur.

8.3 Cet Accord est juridiquement indépendant du contrat commercial et de l'Accord de prêt en cours. Toute réclamation ou tout différend découlant du Contrat commercial et de l'Accord de prêt ne portent pas atteinte aux obligations de l'Emprunteur selon l'Accord.

8.4 l'Accord ainsi que les droits et obligations des parties aux présentes seront régis et interprétés conformément aux lois de la Chine.

8.5 Tout litige découlant de ou en relation avec l'Accord doit être résolu par une consultation amicale. Si aucun règlement ne peut être atteint par une telle consultation, chaque partie aura le droit de soumettre ce différend à la Commission d'arbitrage économique et commercial international de la Chine (CIETAC) pour arbitrage. L'arbitrage doit se dérouler conformément aux règles d'arbitrage de la CIETAC en vigueur au moment de la demande d'arbitrage. La sentence arbitrale sera définitive et obligatoire pour les deux parties. L'arbitrage aura lieu à Beijing.

8.6 L'Emprunteur désigne irrévocablement l'Ambassade du Bénin en Chine avec son adresse au No.38 GuangHua Road, Beijing, Chine en tant qu'agent autorisé à recevoir et à reconnaître en son nom toute notification, bref, citation, ordre, jugement ou autre documents en Chine. Si, pour quelque raison que ce soit, l'agent désigné ci-dessus (ou son successeur) ne sert plus de mandataire de l'Emprunteur pour recevoir les documents juridiques susmentionnés, l'Emprunteur désignera dans les meilleurs délais un agent remplaçant satisfaisant le Prêteur. L'Emprunteur accepte que tout document juridique de ce type soit suffisamment signifié s'il est remis à l'agent pour service à son adresse pour le moment à Beijing, que cet agent en donne ou non un avis à l'Emprunteur.

8.7 L'Emprunteur maintiendra strictement confidentiels tous les termes, conditions et le montant des honoraires ci-dessous ou en relation avec le l'Accord. Sans le consentement écrit préalable du prêteur, l'emprunteur ne doit divulguer aucune information en vertu des présentes ou en relation avec l'Accord à la troisième partie, sauf si requis par la loi applicable.

8.8 Tous les avis ou autres documents relatifs à l'Accord doivent être écrits et envoyés ou envoyés soit personnellement, soit par courrier ou par télécopie à l'adresse ou au numéro de télécopieur respectif des deux parties; dans le cas où l'adresse ou le numéro de télécopieur suivant d'une partie aux présentes a changé, cette partie doit immédiatement informer l'autre partie de la manière décrite dans l'Accord:

Au prêteur: Département des prêts concessionnels

La banque d'exportation et d'importation de Chine

No. 30, Rue Fu Xing Men Nei, District de Xicheng, Beijing, 100031

La République populaire de Chine

Numéro de fax: 0086-10- 83579677

Téléphone: 0086-10-83579000

À l'emprunteur: Le Ministère de l'Economie et des Finances du Bénin

Route de L'Aéroport, BP 302 Cotonou

Numéro de fax: 229-21301851/21315356

Téléphone: 229-21301337/21301247

Email:sg@finances.gouv.bj/spministredesfinances@yahoo.fr

Tout avis ou document ainsi adressé à la partie concernée selon l'Accord est réputé avoir été délivré:

- (1) s'il est envoyé par livraison personnelle: au moment de la livraison;
- (2) s'il est envoyé par la poste: 15 jours après l'affichage (sauf les samedis, dimanches et jours fériés);
- (3) s'il est envoyé par télécopieur, lorsque l'avis ou le document est expédié par télécopieur.

8.9 Cet Accord doit être signé en anglais. Les notes et autres documents écrits remis entre l'Emprunteur et le Prêteur selon l'Accord seront tous rédigés en anglais.

8.10 Sauf disposition contraire, aucun défaut ou retard de la part du prêteur dans l'exercice de ses droits, pouvoirs ou privilèges selon l'Accord ne doit porter atteinte à ce droit, pouvoir ou privilège ni constituer une renonciation à ce droit, ni exercer un droit le pouvoir ou le privilège exclut tout exercice ultérieur ou l'exercice de tout autre droit, pouvoir ou privilège.

8.11 Les annexes de l'Accord seront réputées faire partie intégrante de l'Accord et auront les mêmes effets juridiques que l'Accord.

8.12 Les questions qui ne sont pas couvertes par l'Accord seront réglées par des consultations amicales et de signature d'Accords complémentaires entre l'Emprunteur et le Prêteur.

ARTICLE 9 CONDITIONS ÉFFECTIVES

9.1 L'Accord entrera en vigueur à la satisfaction des conditions suivantes:

- (1) Cet Accord a été dûment signé par le Prêteur et l'Emprunteur ;
- (2) Le prêteur a reçu des copies de l'approbation délivrée par les autorités compétentes du pays de l'emprunteur approuvant l'emprunt par l'emprunteur aux termes des présentes;
- (3) Le prêteur a reçu les copies certifiées conformes de l'accord de prêt dûment signée par et entre les parties concernées;
- (4) Le contrat supplémentaire acceptable pour le prêteur a été dûment signé par Final-Utilisateur et le fournisseur chinois;
- (5) La convention de maintenance acceptable pour le prêteur a été dûment signée par Final-Utilisateur et le fournisseur chinois.

9.2 La date d'entrée en vigueur de l'Accord sera la date indiquée dans l'avis d'entrée en vigueur de l'Accord de prêt envoyé par le prêteur à l'emprunteur après que toutes les conditions préalables à l'entrée en vigueur de l'Accord auront été pleinement remplies.

9.3 Dans le cas où cet accord n'entrera en vigueur dans l'année suivant la signature par les parties, le prêteur aura le droit de réévaluer les conditions de mise en œuvre du projet et les conditions d'utilisation du Fonds pour déterminer si elle continue l'Accord ou non.

9.4 l'Accord est fait en deux (02) exemplaires avec la même effet juridique.

EN FOI DE QUOI, les deux (02) parties aux présentes ont fait dûment signer l'Accord en leur nom respectif, par leurs représentants dûment autorisés, à la date indiquée au début de l'Accord.

Signed by: (signature) _____ Signed by : (signature) _____

Name: (in print) _____ Name: (in print

Title: _____ Title:

on behalf of

on behalf of

_____ (the Borrower)

The Export-Import Bank of China

Annexes:

1. Conditions préalables au premier décaissement
2. Conditions préalables à chaque décaissement après le premier décaissement
3. Procuration (pour la signature)
4. Procuration (pour le décaissement)
5. Formulaire de l'avis de décaissement irrévocable
6. Formulaire de l'avis juridique
7. Procuration irrévocable du Chargé des Opérations de l'emprunteur
8. Lettre de confirmation
9. Formulaire de l'avis d'entrée en vigueur de l'Accord de Crédit
10. Formulaire du calendrier de remboursement

GOVERNMENT CONCESSIONAL LOAN AGREEMENT

On Benin Water Supply Project of Three Cities

BETWEEN

**The Government of the Republic of Benin
Represented by the Ministry of Economy and Finance
of Benin**

AND

THE EXPORT-IMPORT BANK OF CHINA

as Lender

DATED August 23, 2017

51 57

Contents

ARTICLE 1 DEFINITIONS.....	2
ARTICLE 2 CONDITIONS AND UTILIZATION OF THE FACILITY.....	5
ARTICLE 3 DRAWDOWN OF THE FACILITY.....	7
ARTICLE 4 REPAYMENT OF PRINCIPAL AND PAYMENT OF INTEREST.....	8
ARTICLE 5 REPRESENTATIONS AND WARRANTIES BY THE BORROWER.....	9
ARTICLE 6 SPECIAL COVENANTS.....	11
ARTICLE 7 EVENTS OF DEFAULT.....	14
ARTICLE 8 MISCELLANEOUS.....	15
ARTICLE 9 CONDITIONS TO EFFECTIVENESS.....	18
Appendix 1.....	21
Appendix 2.....	23
Appendix 3.....	24
Appendix 4.....	25
Appendix 5.....	26
Appendix 6.....	28
Appendix 7.....	31
Appendix 8.....	33
Appendix 9.....	35
Appendix 10.....	36

THIS GOVERNMENT CONCESSIONAL LOAN AGREEMENT
(the "Agreement") is made on the day of August 23, 2017.

BETWEEN

The Government of the Republic of Benin represented by the Ministry of Economy and Finance of Benin (hereinafter referred to as the "**Borrower**"), having its office at Route de l'Aéroport, BP 302 Cotonou, Benin;

AND

THE EXPORT-IMPORT BANK OF CHINA (hereinafter referred to as the "**Lender**"), having its registered office at No. 30, Fuxingmennei Street, Xicheng District, Beijing 100031, China.

WHEREAS:

(A) On July 24, 2017, the Government of the People's Republic of China and the Government of the Republic of Benin entered into The Framework Agreement between the Government of the People's Republic of China and the Government of the Republic of Benin on Provision of Government Interest-Subsidized Concessional Loans by China to Benin (hereinafter referred to as the "**Borrower's Country**") (hereinafter referred to as the "**Framework Agreement**").

(B) The Borrower has requested that the Lender make available a loan facility of up to Renminbi six hundred and five million seven hundred and forty-four thousand four hundred Yuan only (¥ 605,744,400.00) to the Borrower for the financing needs under the Commercial Contract (as defined in Article 1), and;

(C) The Ministry of Energy, Water and Minerals (hereinafter referred to as the "**End-User**") and China Geo-Engineering Corporation (hereinafter referred to as the "**Chinese Supplier**") have entered into on October 10, 2013 the Benin Water Supply Project of Three Cities Contract (hereinafter referred to as the "**Commercial Contract**")

for the purpose of the implementation of the Project (as defined in Article 1).

NOW THEREFORE, the Borrower and the Lender hereby agree as follows:

ARTICLE 1 DEFINITIONS

Where used in this Agreement, unless the context otherwise requires, the following terms have the following meanings:

- 1.1 “**Account Bank of the Lender**” means the Export-Import Bank of China.
- 1.2 “**Agreement**” means this government concessional loan agreement and its appendices and any amendment to such agreement and its appendices from time to time upon the written consent of the parties.
- 1.3 “**Availability Period**” means the period commencing on the date on which this Agreement becomes effective and ending on the date falling forty (40) months thereafter, during which time all the disbursements shall be made in accordance with the stipulations of this Agreement.
- 1.4 “**Banking Day**” means a day on which banks are open for ordinary banking business in Beijing, including Saturdays and Sundays on which banks are open for business as required by the provisional regulations of China, but excluding the legal festivals and holidays of China and Saturdays and Sundays falling out of the aforesaid regulations.
- 1.5 “**China**” means the People’s Republic of China.
- 1.6 “**Commitment Fee**” means the fees calculated and paid in accordance with Article 2.2 and Article 2.7.

29 31

out in Appendix 5 attached hereto.

1.17 “**Loan**” means the aggregate principal amount disbursed and from time to time outstanding under the Facility.

1.18 “**Management Fee**” means the fees calculated and paid in accordance with Article 2.2 and Article 2.6.

1.19 “**Maturity Period**” means the period commencing on the date on which this Agreement becomes effective and ending on the date falling two hundred and forty (240) months thereafter, including the Grace Period and the Repayment Period.

1.20 “**Notice of Effectiveness of Loan Agreement**” means a written notice in the form set forth in Appendix 9 attached hereto, in which the effective date of this Agreement shall be specified.

1.21 “**On-Lending Agreement**” means the loan agreement entered into between the Borrower and the Representative of End-User, whereby the Facility is on-lent by the Borrower to the Representative of End-User to implement the Project.

1.22 “**Project**” means Benin Water Supply Project of Three Cities.

1.23 “**Borrower’s Country**” refers to the country where the Borrower locates, i.e., Republic of Benin.

1.24 “**Renminbi**” means the lawful currency for the time being of the People’s Republic of China.

1.25 “**Repayment Date of Principal and Interest**” means each Interest Payment Date and the Final Repayment Date.

1.26 “**Repayment Period**” means the period commencing on date on which the Grace Period expires and ending on the Final Repayment Date.

4 3

1.27 “**Repayment Schedule**” means the schedule showing the dates and amounts of repayments of the Loan set forth in Appendix 10 attached hereto.

1.28 “**Representative of End-User**” means Benin National Water Company (SONEB).

ARTICLE 2 CONDITIONS AND UTILIZATION OF THE FACILITY

2.1 Subject to the terms and conditions of this Agreement, the Lender hereby agrees to make available to the Borrower a loan facility (hereinafter referred to as the “Facility”) in an aggregate principal amount not exceeding Renminbi six hundred and five million seven hundred and forty-four thousand four hundred Yuan only (¥605,744,400.00).

All the drawdowns and repayments in connection with the Facility under this Agreement shall be recorded in Renminbi. In case drawdowns in US Dollar (or other convertible hard currencies accepted by the Lender) are requested, the amount in US Dollar shall be purchased with Renminbi in accordance with the selling rate of US Dollar (or other convertible hard currencies accepted by the Lender) to Renminbi promulgated by the Account Bank of the Lender on the date the aforesaid disbursements are made by the Lender and recorded in Renminbi. Any principal, interest and other cost due and payable by the Borrower under this Agreement may be repaid or paid in US Dollar (or other convertible currency accepted by the Lender) and recorded in Renminbi in accordance with the buying rate of US Dollar (or other convertible hard currencies accepted by the Lender) to Renminbi promulgated by the Account Bank of the Lender on the date such payments are received by the Lender. The Lender shall not bear any foreign exchange risk in the aforesaid process. The Borrower hereby undertakes that the amounts due and payable by the Borrower under this Agreement shall not be affected by any change in the exchange rate between Renminbi and any other currencies or the exchange rates among the currencies other than Renminbi.

51 5

2.2 The rate of interest applicable to the Loan shall be two percent (2%) per annum. The rate applicable to the Management Fee shall be zero point twenty five percent (0.25%). The rate applicable to the Commitment Fee shall be zero point twenty five percent (0.25%) per annum.

2.3 The Maturity Period for the Facility shall be two hundred and forty (240) months, among which the Grace Period shall be eighty-four (84) months and the Repayment Period shall be one hundred and fifty-six (156) months.

2.4 The entire proceeds of the Facility shall be applied by the Borrower for the sole purpose of the payment of approximately one-hundred percent (100%) of the Commercial Contract amount, and not be used for payment of brokerage fees, agency fees or commission.

2.5 The goods, technologies and services purchased by using the proceeds of Facility shall be purchased from China preferentially.

2.6 The Borrower shall pay to the Lender a Management Fee on the aggregate amount of the Facility equal to Renminbi one million five hundred and fourteen thousand three hundred and sixty-one Yuan only (¥1,514,361) in one lump within thirty (30) days after this Agreement becomes effective but not later than the first Disbursement Date in any case, which amount shall be calculated at the rate set forth in Article 2.2. The Management Fee shall be paid to the account designated in Article 4.4.

2.7 During the Availability Period, the Borrower shall pay semi-annually to the Lender a Commitment Fee calculated at the rate set forth in Article 2.2 on the undrawn and uncanceled balance of the Facility. The Commitment Fee shall accrue from and including the date falling 30 days after the date on which this Agreement becomes effective and shall be calculated on the basis of the actual number of days elapsed and a 360 day year. The Commitment Fee shall accrue on a daily basis and be paid in arrears to the account designated in Article 4.4 on each Interest Payment Date.

57 5

ARTICLE 3 DISBURSEMENT OF THE FACILITY

3.1 The first disbursement is subject to the satisfaction of the conditions precedent set out in Appendix 1 attached hereto (or such conditions precedent have been waived by the Lender in writing).

3.2 In relation to each disbursement after the first disbursement, besides the satisfaction of the conditions set forth in Article 3.1, such disbursement shall also be subject to the satisfaction of the conditions set out in Appendix 2 attached hereto.

3.3 The Availability Period may be extended, provided that an application for such extension is submitted by the Borrower to the Lender thirty (30) days prior to the end of the Availability Period and such application is approved by the Lender. In any event, the Availability Period shall not exceed the Grace Period. Any portion of the Facility undrawn at the end of the Availability Period or the extension thereof shall be automatically canceled. Before the end of the Availability Period, the Borrower shall not, without the consent of the Lender, cancel all or any part of the undrawn Facility.

3.4 The Lender shall not be obliged to make any disbursement under this Agreement unless it has received all the documents set forth in Article 3.1 or 3.2 and has determined after examination that the conditions precedent to the drawdown of the Facility by the Borrower have been satisfied. For those conditions which have not been satisfied by the Borrower, the Lender may require the remedy by the Borrower within a specified period. In the event that the Borrower fails to remedy within a reasonable period of time, the Lender may refuse to make the disbursement.

3.5 Forthwith upon the making by the Lender of the disbursement in accordance with the Irrevocable Notice of Drawdown, the Lender shall be deemed as having completed its disbursement obligation under this Agreement and such disbursement shall become the indebtedness of the Borrower. The Borrower shall repay to the Lender the principal amount drawn and outstanding under the Facility together with any interest accrued thereon in accordance with this Agreement.

同 5

3.6 The Lender shall not be under any obligation to make any further Disbursement under the Facility if the aggregate amount of the Disbursements made under this Agreement would exceed the principal amount of the Facility.

ARTICLE 4 REPAYMENT OF PRINCIPAL AND PAYMENT OF INTEREST

4.1 The Borrower is obligated to repay to the Lender all the principal amount drawn and outstanding under the Facility, all the interest accrued thereon and such other amount payable by the Borrower in accordance with the terms and conditions of this Agreement. Without the written consent of the Lender, the Maturity Period shall not be extended.

4.2 The Borrower shall pay interest on the principal amount drawn and outstanding under this Agreement at the rate set forth in Article 2.2. The interest shall be calculated on the basis of the actual number of days elapsed and a 360 day year, including the first day of the Interest Period during which it accrues but excluding the last, and shall be paid in arrears on each Interest Payment Date. If any payment to be made by the Borrower hereunder falls due on any day which is not a Banking Day, such payment shall be made on the immediately preceding Banking Day.

4.3 All the principal amount drawn under this Agreement shall be repaid to the Lender by twenty-six (26) equal installments on each Repayment Date of Principal and Interest within the Repayment Period and the Final Repayment Date in accordance with the Repayment Schedule as Appendix 10 sent by the Lender to the Borrower after the expiration of the Availability Period.

4.4 Any payments or repayments made by the Borrower under this Agreement shall be remitted to the following account or any other account from time to time designated by the Lender on the Repayment Date of Principal and Interest of each year:

Payee: The Export-Import Bank of China

Opening Bank: Business Department, Bank of China, Head Office

15] 52

(SWIFT: BKCHCNBJXXX)

CNY Account No.: 778350006307

USD Account No.: 778407900258

4.5 The Lender shall open and maintain on its book a lending account for the Borrower entitled "The Government of the Republic of Benin represented by the Ministry of Economy and Finance of Benin (name of the Borrower) Account on Benin Water Supply Project of three Cities (name of the Project)" (hereinafter referred to as the "**Borrower's Account**") to record the amount owing or repaid or paid by the Borrower. The amount of the Facility recorded as drawn and outstanding in the Borrower's Account shall be the evidence of the Borrower's indebtedness owed to the Lender and shall be binding on the Borrower in the absence of manifest error.

4.6 Both the Borrower and the Lender shall keep accurate book records of any disbursement under the Facility and repayment of principal and interest under this Agreement and shall verify such records once a year.

4.7 The Borrower may prepay the principal amount drawn and outstanding under the Facility by giving the Lender a 30 days' prior written notice, and such prepayment shall be subject to the consent of the Lender. At the time of prepayment, the Borrower shall also pay to the Lender all interest accrued on the prepaid principal in accordance with Article 4.2 up to the date of prepayment. Any prepayment made pursuant to this Article shall reduce the amount of the repayment installments in inverse order of maturity.

ARTICLE 5 REPRESENTATIONS AND WARRANTIES BY THE BORROWER

The Borrower hereby represents and warrants to the Lender as follows:

5.1 The Borrower is the government of the Republic of Benin (the Borrower's Country) and represented by the Ministry of Economy and Finance of Benin and has full power, authority and legal rights to borrow the Facility on the terms and conditions hereunder.

同 5

5.2 The Borrower has completed all the authorizations, acts and procedures as required by the laws of the Borrower's Country in order for this Agreement to constitute valid and legally binding obligations of the Borrower in accordance with its terms, including obtaining all the approvals and authorizations from relevant authorities of the Borrower's Country, and effecting all the registrations or filings as required by the laws of the Borrower's Country, and such approvals, authorizations, registrations and filings are in full force and effect.

5.3 As from the date on which this Agreement becomes effective, this Agreement constitutes legal, valid and binding obligation of the Borrower.

5.4 The Borrower is not in default under any law or agreement applicable to it, the consequence of which default could materially and adversely affect its ability to perform its obligations under this Agreement and no Event of Default has occurred under this Agreement.

5.5 The signing of this Agreement by the Borrower constitutes, and the Borrower's performance of its obligations under this Agreement will constitute commercial acts. Neither the Borrower nor any of its assets is entitled to any right of immunity on the grounds of sovereign or otherwise from arbitration, suit, execution or any other legal process with respect to its obligations under this Agreement, as the case may be, in any jurisdiction.

5.6 All information supplied to the Lender by the Borrower is true and accurate in all material respects.

The Borrower represents and warrants to the Lender that the foregoing representations and warranties will be true and accurate throughout the Maturity Period with reference to the facts and circumstances subsisting from time to time. The Borrower acknowledges that the Lender has entered into this Agreement in reliance upon the representations and warranties contained in this Article.

51 5

ARTICLE 6 SPECIAL COVENANTS

6.1 The Borrower hereby covenants to the Lender that the obligations and liabilities of the Borrower under this Agreement are direct, unconditional and general obligations and rank and will rank at least pari passu in right of payment and security with all other present or future unsecured and unsubordinated indebtedness (both actual and contingent) of the Borrower. Any preference or priority granted by the Borrower to such indebtedness shall be forthwith applicable to this Agreement without prior request from the Lender.

6.2 The Borrower undertakes with the Lender that it will ensure that all amounts disbursed under this Agreement be used for the purposes specified in Article 2.4 and Article 2.5 and that it will pay the interest and any other payable amounts hereunder and repay the principal to the Lender in accordance with the terms and conditions hereunder. The performance by the Borrower of all its obligations under this Agreement shall be unconditional under all circumstances.

6.3 All payments by the Borrower under this Agreement shall be paid in full to the Lender without set-off or counterclaim or retention and free and clear of and without any deduction or withholding for or on account of any taxes or any charges. In the event the Borrower is required by law to make any such deduction or withholding from any payment hereunder, then the Borrower shall forthwith pay to the Lender such additional amount as will result in the immediate receipt by the Lender of the full amount which would have been received hereunder had no such deduction or withholding been made.

6.4 The Borrower hereby covenants to the Lender that it will take immediate steps and fulfill all the conditions necessary to maintain in full force and effect all approvals, authorizations, registrations and filings specified in Article 5.2.

6.5 The Borrower will include all amounts due and payable, or to fall due and payable to the Lender hereunder in each of its annual budgets during each fiscal year. However, the Borrower's failure to include corresponding allocation in its budget shall

19 57

not in any way reduce or affect its obligations under the Loan Agreement or to be used as a defense for the failure to make any payment due under the Loan Agreement.

6.6 The Borrower shall submit to the Lender the following documents and hereby covenants to the Lender that the information contained in such documents is true and accurate:

(1) The Borrower shall submit to the Lender semi-annually during the Maturity Period reports on the actual progress and operation status of the Project and the utilization of the disbursed Facility proceeds.

(2) The Borrower shall supply to the Lender any other information pertaining to the performance of this Agreement at any time reasonably requested by the Lender.

6.7 The Lender shall be entitled to examine and supervise the utilization of the proceeds of the Facility and the performance of this Agreement. The Borrower shall facilitate the aforesaid examination and supervision of the Lender, including without limitation cause the relevant authority to issue the long-term multiple entry visa of (Borrower's country) to loan officer of the Lender.

6.8 During the Maturity Period, the Borrower shall inform in writing the Lender within 30 days from the date on which the following events occur:

(1) any material decision, change, accident and other significant facts pertaining to the Project or the Borrower;

(2) any change of the authorized persons and the specimen of their signatures involved in the drawdown of the Facility under this Agreement;

(3) any change of the communication address of the Borrower specified in Article 8.7;

(4) the occurrence of any Event of Default specified in Article 7;

(5) any significant amendment or supplement to the Commercial Contract;

6.9 The Borrower is obliged to notify the Lender, without delay, upon becoming aware of the occurrence of any event or dispute which may limit, restrict, interfere with or otherwise adversely affect the performance by any party of its obligations under the

by sy

Commercial Contract, including but not limited to any event or dispute in connection with:

- (1) taxation; and
- (2) any party's failure to timely perform its relevant obligations under such Commercial Contract.

To ensure the due performance of the Commercial Contract, the Borrower shall promptly do all such acts and coordinate with relevant parties to remedy and minimize the impact arising out of such aforementioned event or dispute.

6.10 The Borrower undertakes with the Lender that so long as any sum remains outstanding under this Agreement, the Borrower will not engage in the activities which, in the opinion of the Lender, will materially and adversely affect the performance of the Borrower's obligations under this Agreement.

6.11 The Borrower undertakes with the Lender that at the request of the Lender, the Borrower will provide the Lender within six months of completion of the Project with the Project completion summary report and provide within the period as required by the Lender the documents and materials for the post project evaluation. The Borrower shall ensure the authenticity, accuracy, validity and integrity of the documents and materials provided.

6.12 The Borrower hereby represents, warrants and undertakes that its obligations and liabilities under this Agreement are independent and separate from those stated in agreements with other creditors (whether official creditors, Paris Club creditors or other creditors), and the Borrower shall not seek from the Lender any kind of comparable terms and conditions which are stated or might be stated in agreements with other creditors.

6.13 The Borrower undertakes that a repayment mechanism will be established for the satisfactory of the Lender, under which a special account will be opened by the Representative of End-User in a bank acceptable by the Lender, and part of the revenue of the Representative of End-User (including but not limited to the revenue from the Project) will be deposited into this special account, for the purpose of the payment and repayment of all due amounts under the Agreement. The Lender shall be entitled to examine the

NS] < 4

status and all information of this special account. The payment and repayment obligations of the Borrower under this Agreement will not be affected or reduced by the establishment of such repayment mechanism and the signing of the On-Lending Agreement. Despite the above-mentioned arrangement, the Borrower shall always be fully responsible for the payment and repayment obligations under this Agreement.

ARTICLE 7 EVENTS OF DEFAULT

7.1 Each of the following events and circumstances shall be an Event of Default:

(1) The Borrower, for any reason, fails to pay any due and payable principal, interest, Commitment Fee, Management Fee or other sums in accordance with the provisions hereof;

(2) Any representation and warranty made by the Borrower in Article 5 , Article 6 or other Articles of this Agreement, or any certificate, document and material submitted and delivered by the Borrower pursuant to this Agreement proves to have been untrue or incorrect in any material respect ;

(3) The Borrower fails to punctually perform any of its other obligations under this Agreement or is in breach of any of its covenants and undertakings made under this Agreement, and does not remedy such breach to the satisfaction of the Lender within 30 days after receipt of written notice from the Lender requiring it to do so;

(4) Any other event which constitutes a default of the Borrower occurs in respect of any other agreement involving the borrowing of money or any guarantee between the Borrower and any other banks or financial institutions;

(5) Significant changes have occurred with respect to the Project or the Borrower, either of which, in the opinion of the Lender, may have material adverse effect on the ability of the Borrower to perform its obligations under this Agreement;

(6) The Borrower stops or suspends repayment to its creditors generally;

④

7.2 Upon the occurrence of any of the aforesaid Event of Default, the Lender may, by written notice to the Borrower, terminate the disbursement of the Facility, and/or declare all the principal and accrued interest and all other sums payable hereunder to be immediately due and payable by the Borrower without further demand, notice or other legal formality of any kind.

7.3 Where there occurs any change of the laws or government policies in the country of either the Lender or the Borrower, which makes it impossible for either the Lender or the Borrower to perform its obligations under this Agreement, the Lender may, by written notice to the Borrower, terminate the disbursement of the Facility, and/or declare all the principal and accrued interest and all other sums payable hereunder to be immediately due and payable by the Borrower without further demand, notice or other legal formality of any kind.

ARTICLE 8 MISCELLANEOUS

8.1 The Borrower hereby irrevocably waives any immunity on the grounds of sovereign or otherwise for itself or its property in connection with any arbitration proceeding to Article 8.5 hereof or with the enforcement of any arbitral award.

8.2 Without prior written consent of the Lender, the Borrower may not assign or transfer all or any part of its rights or obligations hereunder in any form to any third party. The Lender is entitled to assign or transfer all or any part of its rights, interests and obligations hereunder to a third party with notice to the Borrower. The Borrower shall sign all such documents and do necessary acts and things as the Lender may reasonably require for the purpose of perfecting and completing any such assignment and transfer, provided that any costs incurred by the Borrower in connection therewith shall be borne by the Lender.

8.3 This Agreement is legally independent of the relevant Commercial Contract and On-Lending Agreement. Any claims or disputes arising out of the Commercial Contract and the On-Lending Agreement shall not affect the obligations of the Borrower

55

under this Agreement.

8.4 This Agreement as well as the rights and obligations of the parties hereunder shall be governed by and construed in accordance with the laws of China.

8.5 Any dispute arising out of or in connection with this Agreement shall be resolved through friendly consultation. If no settlement can be reached through such consultation, each party shall have the right to submit such dispute to the China International Economic and Trade Arbitration Commission (CIETAC) for arbitration. The arbitration shall be conducted in accordance with the CIETAC's arbitration rules in effect at the time of applying for arbitration. The arbitral award shall be final and binding upon both parties. The arbitration shall take place in Beijing.

8.6 The Borrower hereby irrevocably designates the Embassy of Benin in China with its address at No.38 GuangHua Road, Beijing, China as its authorized agent to receive and acknowledge on its behalf service of any notice, writ, summons, order, judgment or other legal documents in China. If for any reason the agent named above (or its successor) no longer serves as agent of the Borrower to receive legal documents as aforesaid, the Borrower shall promptly designate a successor agent satisfactory to the Lender. The Borrower hereby agrees that, any such legal documents shall be sufficiently served on it if delivered to the agent for service at its address for the time being in Beijing, whether or not such agent gives notice thereof to the Borrower.

8.7 The Borrower shall keep all the terms, conditions and the standard of fees hereunder or in connection with this Agreement strictly confidential. Without the prior written consent of the Lender, the Borrower shall not disclose any information hereunder or in connection with this Agreement to any third party unless required by applicable law.

8.8 All notices or other documents in connection with this Agreement shall be in writing and shall be delivered or sent either personally or by post or facsimile to the following respective address or facsimile number of both parties; in the event that the following address or facsimile number of any party hereunder has changed, such party

阿

shall immediately inform the other party in the way set out in this Agreement:

To the Lender: Concessional Loan Dept.
The Export-Import Bank of China
No. 30, Fu Xing Men Nei Street, Xicheng District, Beijing,
100031
People's Republic of China
Fax No.: 0086-10- 83579677
Telephone: 0086-10-83579000

To the Borrower: The Ministry of Economy and Finance of Benin
Route de L' Aerpoport, BP 302 Contonou
Fax No.: 229-21301851/21315356
Telephone: 229-21301337/21301247
Email:sg@finances.gouv.bj/spministredesfinances@yahoo.fr

Any notice or document so addressed to the relevant party under this Agreement shall be deemed to have been delivered:

- (1) if sent by personal delivery: at the time of delivery;
- (2) if sent by post: 15 days after posting (excluding Saturdays, Sundays and statutory holidays);
- (3) if sent by facsimile, when the notice or document is dispatched by fax machine .

8.9 This Agreement shall be signed in the English language. The notes and other written documents delivered between the Borrower and the Lender under this Agreement shall all be written in English.

8.10 Unless otherwise provided, no failure or delay by the Lender in exercising any of its rights, power or privilege under this Agreement shall impair such right, power or privilege or operate as a waiver thereof, nor shall any single or partial exercise of any right, power or privilege preclude any further exercise thereof or the exercise of any other right, power or privilege.

向 5

8.11 The appendices to this Agreement shall be deemed as an integral part of this Agreement and have the same legal effect as this Agreement.

8.12 Matters not covered in this Agreement shall be settled through friendly consultation and signing of supplementary agreements between the Borrower and the Lender.

ARTICLE 9 CONDITIONS TO EFFECTIVENESS

9.1 This Agreement shall become effective upon the satisfaction of the following conditions:

- (1) This Agreement has been duly signed by the Lender and the Borrower;
- (2) The Lender has received copies of the approval issued by the relevant authorities of the Borrower's Country approving the borrowing by the Borrower hereunder;
- (3) The Lender has received the certified true copies of the On-Lending Agreement duly signed by and between the relevant parties;
- (4) The supplementary contract acceptable to the Lender has been duly signed by the End-User and the Chinese Supplier;
- (5) The maintenance agreement acceptable to the Lender has been duly signed by the End-User and the Chinese Supplier.

9.2 The effective date of this Agreement shall be the date specified in the Notice of Effectiveness of Loan Agreement sent by the Lender to the Borrower after all the conditions precedent to the effectiveness of this Agreement have been fully satisfied.

9.3 In the event that this Agreement fails to become effective within one year after signing by the parties, the Lender shall have the right to re-evaluate the implementation conditions of the Project and utilization conditions of the Facility to determine whether to continue the performance of this Agreement or not.

20 5

9.4 This Agreement shall be made in two counterparts with equal legal effect.

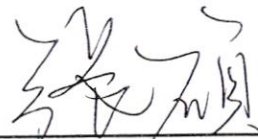
IN WITNESS WHEREOF, the two parties hereto have caused this Agreement to be duly signed on their respective behalf, by their duly authorized representatives, on the date stated at the beginning of this Agreement.

Signed by: _____



Name: Mr. Simon Pierre ADOVELANDE
Title: Ambassador Extraordinary and
Plenipotentiary Republic of Benin
on behalf of
Ministry of Economy and Finance Republic of
Benin

Signed by : _____



Name: Ms. ZHANG Shuo
Title: Deputy General Manager of
Concessional Loan Department
on behalf of
The Export-Import Bank of China

Appendices:

1. Conditions Precedent to the First Drawdown
2. Conditions Precedent to Each Drawdown after the First Drawdown
3. Power of Attorney (for Signing)
4. Power of Attorney (for Drawdown)
5. Form of Irrevocable Notice of Drawdown
6. Form of Legal Opinion
7. Irrevocable Power of Attorney of Borrower's Process Agent
8. Letter of Confirmation
9. Form of Notice of Effectiveness of Loan Agreement
10. Form of Repayment Schedule

25

Appendix I
Conditions Precedent to the First Disbursement

Upon the Borrower's application to the Lender for the making of the first disbursement, the Lender shall not be obliged to make any such disbursement to the Borrower unless the Borrower has fulfilled the following conditions and the Lender has received the following documents to its satisfaction:

- (1) Copies of this Agreement the On-Lending Agreement which have been duly signed by all parties thereto respectively and have become effective;
- (2) Certified true copies of the Commercial Contract and other relevant documents in connection therewith acceptable to the Lender which have been duly signed by all parties thereto and have become effective;
- (3) Certified true copies of the construction sub-contract and main material supply sub-contract under the Project in connection therewith acceptable to the Lender which have been duly signed by all parties thereto;
- (4) Drawdown schedule submitted by the Borrower which has been recognized and accepted by the Lender;
- (5) Document(s) evidencing that the fund for water service pipe construction and land compensation under the Project other than the Facility have been raised;
- (6) The authorization of the Borrower, by which the Borrower authorizes one or more representatives to sign this Agreement, Irrevocable Notice of Drawdown and any other documents in relation to this Agreement, and the signature specimen of such authorized representatives.
- (7) Certified true copies of any and all documents which could evidence that the Management Fee and Commitment Fee payable hereunder have been paid by the Borrower to the Lender in accordance with the provisions of Article 2.6 and Article 2.7;

同 5

(8) An original Irrevocable Notice of Drawdown in the form set out in Appendix 5 attached hereto duly signed by the authorized signatory of the Borrower and affixed with the official stamp of the Borrower, and sent by courier or authenticated SWIFT not later than the fifteenth (15th) Banking Day prior to the date on which the drawdown is scheduled to be made; such Irrevocable Notice of Drawdown authorizes the Lender to pay the relevant amount to the account designated by the Borrower, and such drawdown shall be in compliance with the stipulations of the Commercial Contract;

(9) Legal opinion in the form and substance set forth in Appendix 6 or in the form and substance otherwise approved by the Lender in writing issued by the Ministry of Justice or other governmental institutions with the similar authority of the Borrower's Country in connection with the transactions contemplated hereunder;

(10) The irrevocable power of attorney to the process agent by the Borrower named in Article 8.6 in the form set forth in Appendix 7 or in the form and substance otherwise approved by the Lender in writing and the written confirmation of acceptance of appointment by such process agent in the form of Appendix 8 or in the form and substance otherwise approved by the Lender in writing;

(11) The Escrow Account Agreement has been signed and the special account has been opened by the Representative of End-User in a bank acceptable by the Lender to the satisfactory of the Lender as stipulated in Article 6.13;

(12) Such other document(s) or condition(s) relating to the transactions under this Agreement as the Lender may reasonably request.

In the event that the Borrower fails to fulfill the above conditions within one year after the effectiveness of this Agreement, the Lender shall have the right to re-evaluate the implementation conditions of the Project and utilization conditions of the Facility to determine whether to continue the performance of this Agreement or not.

25

Appendix 2

Conditions Precedent for Each Disbursement after the First Disbursement

For each disbursement after the first disbursement hereunder, the Lender shall not be obliged to make any such disbursement to the Borrower unless all the conditions precedent set out in Appendix 1 attached hereto have been satisfied, the Borrower has fulfilled the following conditions and the Lender has received the following documents to its satisfaction:

- (1) An original Irrevocable Notice of Drawdown in the form set out in Appendix 5 attached hereto duly signed by the authorized signatory of the Borrower duly signed by the authorized signatory of the Borrower, and sent by courier not later than the fifteenth (15th) Banking Day prior to the date on which the drawdown is scheduled to be made; such Irrevocable Notice of Drawdown authorizes the Lender to pay the relevant amount to the account designated by the Borrower, and such drawdown shall be in compliance with the stipulations of the Commercial Contract;
- (2) No Event of Default has occurred (or will likely to occur as a result of the drawdown being made) under this Agreement;
- (3) All representations, warranties, and undertakings made by the Borrower hereunder shall be true and correct as at the date such drawdown is scheduled to be made with reference to the facts and circumstances then subsisting;
- (4) The Borrower has paid the interest due and payable under this Agreement in accordance with Article 4;
- (5) The Borrower has paid the Commitment Fee due and payable under this Agreement in accordance with Article 2.7;
- (6) The Facility hereunder has not been terminated;
- (7) Such other document(s) and condition(s) as the Lender may reasonably request.

BJ sr

Appendix 3
Power of Attorney (for Signing the Agreement)

I, _____ (Name of the Authorizing Person), am _____ (Title of the Authorizing Person) of _____ (hereinafter referred as the “**Institution**”). I hereby confirm that I have the full legal right and authority to sign the Government Concessional Loan Agreement on the Benin Water Supply Project of Three Cities dated August 23, 2017 (No. GCL (2016) No. 17 Total No. (587), hereinafter referred to as the “**Agreement**”) on behalf of the Institution. However, in the event that I am not available when the Agreement is required to be signed, I hereby authorize Mr. _____ (hereinafter referred as the “**Authorized Signatory**”), _____ (Title of the Authorized Signatory) of the Institution, to sign the Agreement and other notices and documents in connection therewith on behalf of the Institution.

Signature: _____

Title: _____

Date: _____

Specimen Signature of the Authorized Signatory:

Name: _____

Title: _____

3/ 2

Appendix 4
Power of Attorney (for Drawdown)

I, _____ (Name of Authorizing Person), am _____ (Title of the Authorizing Person) of _____ (hereinafter referred as the “**Institution**”). I hereby confirm that I have the full legal right and authority to make drawdowns on behalf of the Institution in accordance with the terms and conditions of the Government Concessional Loan Agreement on the Benin Water Supply Project of Three Cities dated August 23, 2017 (No.GCL (2016) No. 17 Total No. (587), hereinafter referred to as the “**Agreement**”). In the event that I am not available when a drawdown is to be made, I confirm that I hereby authorize Mr. _____ (hereinafter referred as the “**Authorized Signatory**”), _____ (Title of the Authorized Signatory) of the Institution, to make the drawdown under the Agreement, to sign the documents and to handle other matters in connection therewith on behalf of the Institution.

Signature: _____

Title: _____

Date: _____

Specimen Signature of the Authorized Signatory:

Name: _____

Title: _____

167 27

Appendix 5

FORM OF IRREVOCABLE NOTICE OF DRAWDOWN
(BY EXPRESS DELIVERY OR TESTED SWIFT)

From: Ministry of Economy and Finance of Benin (the Borrower)
To: The Concessional Loan Department
The Export-Import Bank of China
No. 30, Fuxingmennei Street, Xicheng District, Beijing 100031
People's Republic of China

Serial No: _____

Date: _____

Dear Sir or Madam,

Pursuant to Article 3 of the Government Concessional Loan Agreement on the Benin Water Supply Project of Three Cities dated August 23, 2017 (No. GCL (2016) No. 17 Total No. (587), hereinafter referred to as the "**Agreement**") between the Ministry of Economy and Finance of Benin (the "**Borrower**") and the Export-Import Bank of China (the "**Lender**"), we hereby instruct and authorize you to make a payment as follows:

Amount: _____ (Currency: RMB)

Word Figure: _____ (Currency: RMB)

_____ (Please fill in "Please pay in _____ (foreign currency)" in case that a drawdown in a foreign currency approved by the Lender is needed)

Payee: _____

Account Bank: _____

Account No.: _____

Date of Payment: _____

This payment is made to the _____ Invoice (Invoice No.

同 27

_____) under the _____ Contract (Contract No.: _____),
and for the payment of _____ (*purpose*).

We hereby authorize you to debit the account mentioned in Article 4.5 of the Agreement with such amount of payment in Renminbi in accordance with Article 2.1 of the Agreement.

We hereby confirm that your above-mentioned payment shall be deemed a drawdown made by us under the Agreement and upon your payment pursuant to this Irrevocable Notice of Drawdown, the amount of payment shall forthwith constitute our indebtedness to you accordingly. We shall repay such amount to you together with any interest accrued thereon in accordance with the terms and conditions of the Agreement.

We further confirm that the representations and warranties and covenants made by us in Article 5 and Article 6 of the Agreement remain true and correct as of the date of this Irrevocable Notice of Drawdown, and none of the events referred to in Article 7 of the Agreement has occurred and continuously exists.

Terms not otherwise defined herein shall have the meanings assigned to them in the Agreement.

This notice once given shall be irrevocable.

_____ (Full Name of the Borrower)

15/ 82

Appendix 6
Form of Legal Opinion

To: The Export-Import Bank of China

Date: _____

Dear Sirs,

Re: The Government Concessional Loan Agreement on the Benin Water Supply Project of Three Cities (No. GCL (2016) No. 17 Total No. (587))

We are Ministry of Justice, Attorney-General, a law firm _____, qualified and authorized to issue this legal opinion in connection with the Government Concessional Loan Agreement on the Benin Water Supply Project of Three Cities dated August 23, 2017 (No. GCL (2016) No. 17 Total No. (587), the "Loan Agreement") between the Export-Import Bank of China as the lender (the "Lender") and _____ as the borrower (the "Borrower").

For the purposes of this legal opinion, we have examined copies of the following documents:

- (1) the executed Loan Agreement;
- (2) Such laws and regulations and such other documents, certificates, records and instruments as necessary and appropriate to render the opinions hereinafter set forth.

This legal opinion is given on the basis of the laws of the _____ effective as at the date hereof.

Based on the foregoing, we are of the opinion that:

1. The Borrower is an institution duly established and validly existing under the laws of _____, and has power, authority and legal right to assume civil liabilities with

its assets.

2. The Borrower has full power, authority and legal right to enter into and perform its obligations under the Loan Agreement and has taken all necessary action to authorize the signing, delivery and performance of the Loan Agreement and _____ of the Borrower has been duly authorized and has the power to sign the Loan Agreement on behalf of the Borrower.

3. The Loan Agreement has been duly signed by the Borrower, and constitutes legal, valid and binding obligations of the Borrower enforceable in accordance with its terms.

4. The signing, delivery and performance of the Loan Agreement by the Borrower do not violate or conflict with or result in a breach of any law or regulation of _____.

5. All authorizations and consents of any authority in _____ required in connection with the signing, delivery and performance of the Loan Agreement by the Borrower have been obtained and are in full force and effect, including making payments in foreign currencies under the Loan Agreement and making the Loan Agreement admissible in evidence in the courts of _____.

6. No registration fee or similar tax is payable in _____ in respect of the Loan Agreement by the Borrower and the Lender except that stamp duty is payable in respect of the Loan Agreement by each of the Borrower and the Lender at the currently applicable rate of _____%, and we are satisfied that all stamp duty payable under the Loan Agreement has been paid in full. No withholding would be made in respect of any payment to be made by the Borrower to the Lender under the Loan Agreement.

7. The signing and performance of the Commercial Contract is eligible for tax deductions and exemptions under the law of _____, and all applications and approving procedures for such tax deductions and exemptions have been fulfilled.

8. The signing and performance of the Loan Agreement by the Borrower constitute commercial acts, and the declaration that the Borrower shall not have any right of

MS

immunity in connection with any proceedings or any enforcement of an arbitral award or court decision on the grounds of sovereignty or otherwise is valid and irrevocably binding on the Borrower.

9. The payment obligations of the Borrower under the Loan Agreement rank at least pari passu with all its other unsecured and unsubordinated indebtedness except those which are mandatorily preferred by operation of _____ law.

10. The choice of Chinese law as the governing law under the Loan Agreement is a valid choice of law. The submission of any dispute arising out of or in connection with the Loan Agreement by the Borrower to the China International Economic and Trade Arbitration Commission for arbitration under the Loan Agreement does not contravene any law of _____. The appointment by the Borrower of a process agent in China does not violate any provision of any law or regulation of _____.

11. The Lender is not and will not be deemed to be resident, domicile or having an establishment in _____ by reason only of the execution, delivery, performance and/or enforcement of the Loan Agreement.

This legal opinion is strictly limited to the matters stated herein and may be relied upon only by you in respect of the captioned matter. It may not be relied upon for any other purposes and may not be disclosed to any other persons without our consent.

Yours faithfully,

ES

Appendix 7
Irrevocable Power of Attorney
(Appointment of the Borrower's Process Agent)

Date: _____

Dear Sirs:

We refer to the Government Concessional Loan Agreement on the Benin Water Supply Project of Three Cities dated August 23, 2017 (No. GCL (2016) No. 17 Total No. (587), hereinafter referred to as "the Agreement"). We hereby appoint you under the Agreement as our agent for the sole purpose of receiving for us and on our behalf service of any legal documents issued by the China International Economic and Trade Arbitration Commission in respect of any legal action or proceedings arising out of or in connection with the Agreement. We hereby confirm that we shall as soon as possible provide you with a true and correct copy of the Agreement and all relevant related documents. We further hereby confirm that your obligations as our agent are limited to those set out in the paragraphs below and that any other services will only be on our specific request and subject to your agreement and to your customary legal fees. Your obligations are:

(1) Promptly to forward to us (to the extent lawful and possible) by registered post prepaid express airmail addressed as hereafter shown, or by such expeditious means as you may deem appropriate, the original or a copy of any notice of arbitration received by you:

Attention:

Tel:

or to such other address as we may from time to time request in a notice to you sent by registered post prepaid express airmail and marked "For the Attention of the person in charge of Service of Process/ Re: Service of Process";

(2) Perform the duties as Process Agent in accordance with the Agreement.

We should be grateful if you would indicate your acceptance of your appointment by signing the form of acknowledgement contained in the duplicate of this letter and returning the same to us or to such other person as we may identify to you.

Yours faithfully,

Name:

Title:

6/5

Appendix 8
Letter of Confirmation

To: (name of the Borrower)

Date: _____

We hereby acknowledge receipt of the letter dated _____ from the Ministry of Economy and Finance of Benin (the Borrower), the above is a true copy of which, and agree to our appointment under it to receive on behalf of the Ministry of Economy and Finance of Benin (the Borrower) service of legal documents issued out of the China International Economic and Trade Arbitration Commission in any legal action or proceedings arising out of or in connection with the Agreement referred to in that letter.

Yours faithfully,

Name:

Title:

同 2

Appendix 9
Form of Notice of Effectiveness of Loan Agreement

From: The Export-Import Bank of China
No. 30, Fuxingmennei Street, Xicheng District, Beijing 100031.
People's Republic of China

To: _____ (the Borrower)

Date: _____

Dear Sirs,

Pursuant to Article 9 of the Government Concessional Loan Agreement on the Benin Water Supply Project of Three Cities (No. GCL (2016) No. 17 Total No. (587), hereinafter referred to as "the Agreement") dated August 23, 2017 between Ministry of Economy and Finance (the "Borrower") and the Export-Import Bank of China (the "Lender"), we hereby inform you that:

- (a) all the conditions as set out in Article 9.1 of the Agreement have been satisfied;
- (b) The Agreement shall become effective on and from the date hereof.

The Export-Import Bank of China

(Signature of Authorized Signatory)



Appendix 10

Form of Repayment Schedule

Concerning the Government Concessional Loan Agreement on the Benin Water Supply Project of Three Cities dated August 23, 2017 (No.GCL (2016) No. 17 Total No. (587))

Number of Installments	Date Due	Amount In Renminbi
1		
2		
3		
4		
5		
6		
7		
8		
Total		

Note: The amount appeared in this schedule just refer to repayment of the Principal of the Loan under the Government Concessional Loan Agreement on the Benin Water Supply Project of Three Cities dated August 23, 2017 (No. GCL (2016) No. 17 Total No. (587)), while the interest accrued shall be paid according to the provisions of Article 4 of the aforesaid Agreement.

向可